



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

N° 39 – Septembre 2021

## En bref – Uruguay, vers une accélération de la récupération économique ?

Alors qu'elle demeurait précaire malgré une conjoncture internationale porteuse (retour de la croissance en Chine, aux Etats-Unis et au Brésil), les résultats du 2<sup>nd</sup> trimestre de 2021 et les perspectives pour la fin de l'année semblent porteurs d'auspices favorables pour la reprise économique de l'Uruguay. En effet, après une chute historique au 2<sup>ème</sup> trimestre de 2020 (-10,87 % en glissement trimestriel), l'activité connaît une reprise légère même si elle est saccadée (+1,84 % au T4 2020 puis -0,6 % au T1 et +0,87 au T2.). Les prévisions gouvernementales tablent néanmoins sur une croissance de +3,5 % en 2021, puis aux environs de 3 % annuels entre 2022 et 2025. En effet, l'amélioration de la situation sanitaire au cours des derniers mois et l'avancée de la campagne de vaccination ont permis au gouvernement de Luis Lacalle Pou d'annoncer une réouverture des frontières à partir du 1<sup>er</sup> novembre, début de la saison touristique. Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'Uruguay car ce secteur, particulièrement affecté par la pandémie, est l'un des principaux moteurs de l'économie uruguayenne (8 % du PIB et 11 % des emplois). Par ailleurs, dans la lignée de l'orientation politique qu'il avait annoncée dès le début de son mandat, Luis Lacalle Pou a assoupli les contraintes fiscales et réformé la loi sur l'investissement dans le but de favoriser le commerce et stimuler la compétitivité (à l'instar des récentes mesures ciblant les régions frontalières). Cet engagement pour une plus grande ouverture commerciale, réitéré par le président au cours de sa visite aux Etats-Unis, semble déjà porter ses fruits – comme l'illustrent la relocalisation d'entreprises argentines ou encore la récente signature d'un accord de coopération avec Amazon Web Services. En dépit de ces progrès, l'Etat uruguayen est attendu sur les questions sociales afin de permettre une reprise économique inclusive et durable à terme. Face aux critiques de l'opposition (Frente Amplio) à la fin 2020, reprochant la dégradation des conditions sociales et de travail des Uruguayens alors que le gouvernement prônait l'austérité budgétaire, les autorités uruguayennes ont changé de braquet afin de renforcer le volet social à travers notamment (i) une meilleure insertion sur le marché du travail des jeunes, personnes handicapées et femmes ; (ii) un engagement pour la réduction des carences alimentaires, d'éducation et de logement chez les enfants ; et (iii) une meilleure intégration urbaine et sociale, en particulier dans les zones les moins favorisées.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

**+0,87**

Croissance du PIB au T2  
2021

En glissement annuel

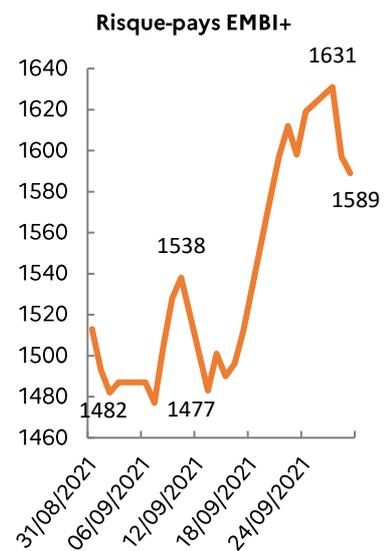
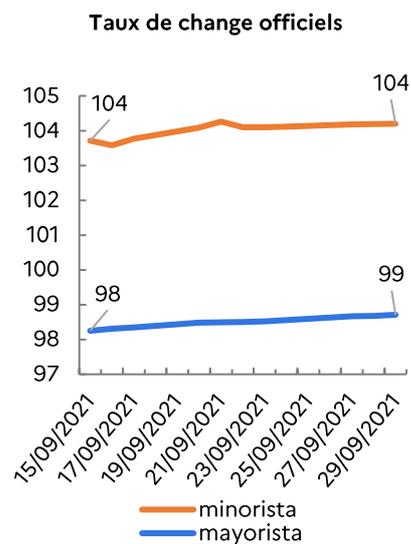
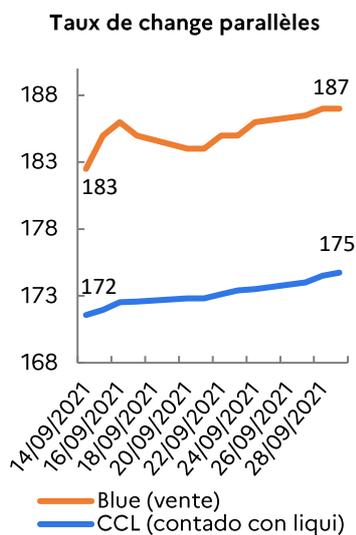
## Zoom sur la situation sanitaire

Evolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin	Pourcentage de la population complètement vaccinée
<b>Argentine</b>	64,95%	47,97%
<b>Chili</b>	78,96%	73,54%
<b>Paraguay</b>	<b>36,32%</b>	<b>25,85%</b>
<b>Uruguay</b>	<b>78,44%</b>	<b>73,71%</b>
Amérique du sud	61,60%	40,44%
Brésil	70,22%	41,58%
Colombie	50,81%	32,54%
France	74,36%	65,58%

Source : Our world in data

## Graphiques de la semaine



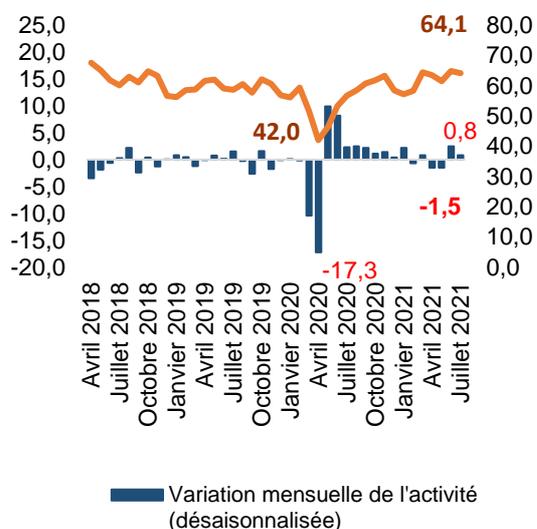
# ARGENTINE

**Le retour de la croissance, même faible, permet d'améliorer les indicateurs du marché du travail**

Suite au rebond de la croissance en juin (+2,5 % en variation mensuelle) après deux mois consécutifs de repli (-1,5 % en avril et mai), l'activité ralentit à nouveau en juillet (+0,8 %), conséquence des contractions marquées dans l'agriculture et l'élevage (-39,3 %), l'industrie manufacturière (-5,5 %), les transports et communications (-5,5 %) et, dans une moindre mesure, le commerce (-0,5 %).

En rythme annuel, l'activité progresse de 11,7 % à la faveur de l'effet statistique. Les hôtels et restaurants, particulièrement sinistrés par la pandémie, enregistrent, sans surprise, un très fort rebond (+55,4 %) alors que les activités moins pénalisées par la crise sont en recul, à savoir les services financiers (-1,3 %) ainsi que l'agriculture et l'élevage (-3,6 %).

**Evolution mensuelle de l'activité et du taux d'utilisation des capacités installées**



INDEC/SER Buenos Aires

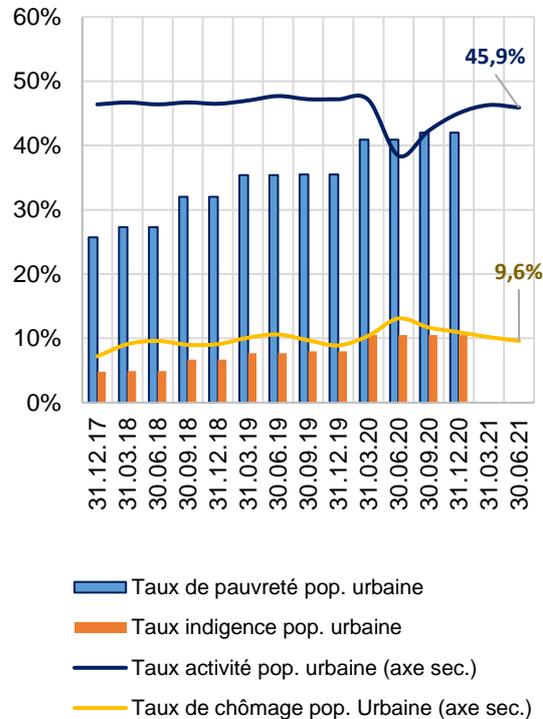
Le retour de l'activité sur un sentier d'expansion depuis juin permet d'améliorer les indicateurs du marché du travail au 2<sup>ème</sup> trimestre. Ainsi, selon les données publiées par l'institut national des statistiques (INDEC) qui couvrent les principales agglomérations urbaines (28,5 millions de personnes, soit près des 2/3 de la population), le taux d'activité s'établit à 45,9 % (-0,4 p.p en glissement trimestriel), après avoir enregistré un creux à 38,4 % un an plus tôt. Malgré une récupération partielle, il reste encore inférieur à son niveau d'avant crise (autour de 47 %).

Sur un trimestre, le taux d'emploi reste relativement stable à 41,5%. Parmi les 12 millions d'Argentins ayant un emploi, 8,7 millions sont salariés et 3,2 millions sont indépendants, appartenant pour l'essentiel à la catégorie des entrepreneurs en compte propre (9,6 % des emplois, contre 10,2 % le trimestre précédent et 6,6 % un an plus tôt).

Cette amélioration permet de faire baisser le chômage (9,6 % de la population active, soit 1,4 million de personnes), passant pour la première fois sous le seuil de 10 % depuis les 8,9 % enregistrés au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019. Selon les analystes, ce bon chiffre s'explique aussi par la hausse du nombre de personnes ne cherchant plus un emploi.

En dépit d'une meilleure participation au marché du travail, la population inactive demeure importante (15,6 millions de personnes, soit 54,1 % de la population) avec, dans cette catégorie, 98,7 % ne souhaitant pas travailler.

## Evolution de l'emploi et de la pauvreté



INDEC/SER Buenos Aires

les politiques dans leurs provinces, dans le but d'unifier les critères d'obtention des concessions afin de simplifier le développement des projets. Le 5 octobre prochain aura lieu dans la province de Catamarca, la troisième « table ronde du lithium » où est prévue la signature d'un accord entre les trois provinces pour officialiser la mesure.

Le secrétaire d'Etat aux Mines, Alberto Hensel, qui a prononcé le discours d'ouverture de l'événement, a remarqué que, selon les prévisions de la Banque mondiale, la demande de lithium devrait s'accroître de 950 % d'ici à 2050 pour accompagner la transition énergétique dans laquelle les voitures électriques représenteraient 80 % de la demande. Afin de pouvoir attirer les investissements dans un contexte de récupération des prix du lithium grâce à la croissante demande de la Chine, le Secrétaire impulse des mesures qui flexibilisent l'accès aux devises pour les grands projets, tel le régime de promotion des investissements pour les exportations.

## Le secteur du lithium gagne un nouvel élan grâce à la croissance du prix spot en Chine

Le 28 et 29 septembre s'est tenu dans la ville de Buenos Aires le séminaire du « Lithium dans la région d'Amérique du Sud » où les principaux acteurs du secteur ont présenté leurs projets. Les autorités nationales et provinciales ont participé, notamment les gouverneurs de Jujuy, Salta et Catamarca, provinces voisines du nord-ouest de l'Argentine où se trouve la ressource. Les gouverneurs ont insisté sur l'énorme potentiel de leur région qui abriterait les plus importantes réserves mondiales de lithium. Ils ont également mentionné l'importance du travail conjoint réalisé pour coordonner

## Entrée en vigueur du régime de promotion des investissements pour les exportations

Le 21 septembre a été publiée la résolution conjointe n°4 qui établit les critères et les bénéfices des projets qui participeront au « régime de promotion des investissements pour les exportations », créé le 6 avril 2021 par le décret n°234. Ce régime permet d'échapper en partie au strict contrôle d'accès aux devises en Argentine. Il prévoit la libre disponibilité de 20 % du montant des exportations générées par l'investissement, dans la limite de 25 % du montant des investissements réalisés en devises, qui serait

accordée aux projets de plus de 100 MUSD (à démontrer à travers un audit indépendant).

La résolution prévoit une liste d'environ 300 activités concernées, dans les secteurs des hydrocarbures, des mines, de l'industrie manufacturière, l'agro-alimentaire et l'exploitation forestière. Les entreprises étrangères devront constituer une société dans le pays afin de pouvoir adhérer au régime. Pour les projets réalisés par des associations d'entreprises, la distribution des droits d'accès aux devises sera proportionnelle au niveau d'investissement réalisé par chaque société. Enfin, il est prévu une liste de 41 produits d'exportation qui sont exclus du bénéfice de ce régime tels que le verre, les pierres précieuses, le blé, le maïs et l'huile de soja.

## CHILI

### Levée de l'état de catastrophe sanitaire qui était en vigueur depuis mars 2020

Les autorités chiliennes viennent de décider de mettre fin, à compter du 1er octobre, à l'état de catastrophe sanitaire auquel était soumis le pays depuis mars 2020. Sur le plan économique, cette décision signifie notamment la fin du couvre-feu et la réouverture des aéroports aux visiteurs étrangers dûment vaccinés, présentant un test PCR négatif et une assurance santé ; mais ne met pas fin au principe de quarantaine (5 jours) à l'entrée sur le territoire chilien, ni aux jauges auxquelles sont soumises quasiment toutes les activités commerciales ou accueillant du public.

### Loi de Finances 2022 : dépenses publiques en réduction mais maintenues à un niveau historiquement élevé

Le président Sebastián Piñera a présenté le Projet de Loi de Finances pour l'année 2022, qui se monte à 82,1 Mds USD.

L'exercice serait triplement marqué par une réduction de 19 % en valeur absolue de la dépense publique par rapport à 2021 (101 Mds USD selon la dernière estimation de la Banque centrale); un déficit budgétaire ramené de 11,5 % du PIB en 2021 à 3,9 % en 2022 ; et un maintien de la dépense publique à un pourcentage de PIB de l'ordre de 28 %, en ligne avec les deux derniers exercices budgétaires (30,5 % du PIB en 2021 ; 28 % en 2020), à un niveau beaucoup plus élevé que celui des trente années de politique néolibérale classique ayant précédé la crise sociale de 2019 et durant lesquelles le budget s'établissait systématiquement dans la fourchette de 17 à 20 % du PIB (17 % en 2019).

En termes sectoriels, la santé, la relance de l'économie et la sécurité constitueraient les grands postes prioritaires.

## PARAGUAY

### Présentation au Congrès du budget pour 2022

Le ministre de l'Économie et le chef de l'équipe économique nationale, Oscar Llamosas, ont présenté au Congrès ce mercredi 29 septembre, le projet de loi de finances pour 2022. Les élus auront deux mois pour discuter et approuver le budget.

Le projet prévoit une légère baisse des dépenses publiques (92.100 Mds PYG, soit 13,2 Mds USD) par rapport à 2021.

L'administration centrale (7,1 Mds USD) absorbera près de la moitié du budget (55 %), le reste étant affecté aux autres entités publiques (6,1 Mds USD).

Les hypothèses budgétaires tablent sur une croissance de 3,8 % en 2022 et une inflation à 4 %, en ligne avec la cible de la Banque centrale. En fin de période, les autorités paraguayennes prévoient un taux de change à 6.992 PYG/USD.

Par ailleurs, le gouvernement aura besoin d'une autorisation exceptionnelle du Congrès pour accroître le déficit à 3 % du PIB, niveau nettement supérieur au plafond de 1,5 % du PIB fixé par la loi de responsabilité budgétaire.

Parmi les mesures phares de ce projet figurent notamment (i) l'augmentation de 8 % du salaire des professeurs et enseignants, dès janvier 2022, ce qui représente une rallonge budgétaire de 60 MUSD ; (ii) le maintien des aides aux personnes les plus vulnérables et des investissements sociaux ; et (iii) les investissements dans les infrastructures, notamment la distribution de l'énergie électrique et l'amélioration du réseau routier, avec le soutien des banques multilatérales.

## URUGUAY

### Accélération de la croissance au 2<sup>nd</sup> trimestre 2021

Alors que la croissance décélérait, en rythme trimestriel, depuis le mois d'octobre 2020, (avec une contraction trimestrielle de 0,6 %

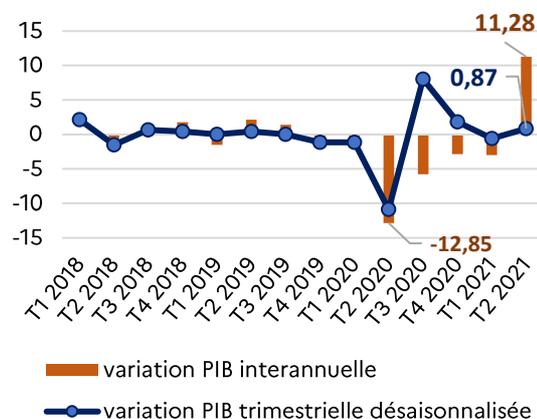
observée au 1<sup>er</sup> trimestre de 2021), l'activité montre des signes d'accélération au 2<sup>ème</sup> trimestre. Elle repasse ainsi en terrain positif avec +0,9 % en rythme trimestriel, enregistrant par la même un rebond interannuel de 11,3 %, lié à un fort effet de base résultant des conséquences économiques de la pandémie au 2<sup>ème</sup> trimestre de 2020.

Si l'ensemble des secteurs a présenté des évolutions dynamiques, le commerce (+23,1 % en g.a.), l'industrie manufacturière (+17,4 % en g.a.) et la construction (+14,2 % en g.a.) ont montré les plus fortes progressions.

S'agissant de la demande, les plus fortes augmentations sont observées dans la consommation publique (+17,2 % en g.a.) et privée (+8,1 % en g.a.) ainsi que dans la formation brute de capital fixe (+31,7 % en g.a.).

Sur le plan extérieur, les exportations (+23,7 % en g.a.) progressent fortement, mais à un rythme moins important que les importations (+36,2 % en g.a.).

### Croissance du PIB, en glissement trimestriel et annuel







La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-François Michel, Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago. Avec le concours des ambassades de France au Paraguay et en Uruguay

Pour s'abonner :  
Compte Twitter :

[julie.veguer@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.veguer@dgtresor.gouv.fr)  
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)